

CFDT – CFTC – FAFPT – FO – UNSA Communauté Urbaine de STRASBOURG

Régime indemnitaire et chèques-vacances

Le **17 avril 2012**, les syndicats **CFDT-CFTC-CGT-FAFPT-FO-SUD-UNSA** avaient déposé un préavis de grève pour «**exiger l'ouverture de négociations réelles sur le pouvoir d'achat**».

Dans le cadre de ce préavis, les organisations syndicales ont été reçues le **24 avril** par le Directeur des Ressources Humaines.

Lors de cette rencontre, celui-ci a rappelé les engagements du Vice-Président Robert HERRMANN concernant notamment la **clause de revoyure du régime indemnitaire**.

Il nous a été précisé par mail : «***la démarche proposée n'a pas pour objet de gagner du temps mais de prendre en compte les incertitudes liées au contexte électoral actuel et des choix politiques qui en découleront***».

Nos organisations syndicales ont pris bonne note que ce point serait évoqué lors de la rencontre du **24 mai 2012** en présence du Maire et du Président.

La question des **chèques-vacances** a été reprécisée.

L'étude demandée par le Vice-Président (mais pas par nos organisations syndicales) est lancée. Elle vise à reconsidérer le dispositif en trouvant une modalité d'attribution des chèques plus juste «***sans pour autant remettre en cause les droits actuels***».

Dont acte. Il n'y aura pas de perdants. Mais, il doit également y avoir des **gagnants** ! L'enveloppe budgétaire prévue pour les chèques-vacances doit donc être augmentée.

Lors d'une interruption de séance, nos organisations syndicales ont estimé qu'il y avait une ouverture suffisante pour **lever le préavis de grève**.

D'autant plus que les revendications communes portent sur des mesures ne prenant effet qu'en **2013**. Il y a donc le **temps** pour **négoier**.

L'unité syndicale n'a pas pu être maintenue. La CGT et SUD ont préféré persévérer dans leur action, qui, bien évidemment, n'aura qu'un seul résultat : **faire perdre inutilement de l'argent aux collègues grévistes**.

L'intersyndicale **CFDT-CFTC-FAFPT-FO-UNSA** prend l'engagement de vous **informer de l'évolution des discussions sur le dossier du pouvoir d'achat**.